

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 787 (99 — 734) [99/22219]

28 FEVRIER 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 51 du 13 mars 1999, page 8161, texte français, la section XVbis doit être lue comme suit :

« Section XVbis

De la renonciation au droit des indemnités

Art. 236bis. Un titulaire peut renoncer au droit aux indemnités. A cet effet, il doit adresser une demande à son organisme assureur, dans laquelle il indique la période de la renonciation. La demande doit porter sur une période d'au moins un mois et ne peut dépasser une période de six mois. La demande doit être introduite par lettre recommandée à la poste et produit ses effets au plus tôt à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande a été introduite auprès de l'organisme assureur, le cachet de la poste faisant foi. La demande est renouvelable. »

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 787 (99 — 734) [99/022219]

28 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 51 van 13 maart 1999, blz. 8161, Franse tekst moet de afdeling XVbis gelezen worden als volgt :

« Section XVbis

De la renonciation au droit des indemnités

Art. 236bis. Un titulaire peut renoncer au droit aux indemnités. A cet effet, il doit adresser une demande à son organisme assureur, dans laquelle il indique la période de la renonciation. La demande doit porter sur une période d'au moins un mois et ne peut dépasser une période de six mois. La demande doit être introduite par lettre recommandée à la poste et produit ses effets au plus tôt à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande a été introduite auprès de l'organisme assureur, le cachet de la poste faisant foi. La demande est renouvelable. »

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 99 — 788 [S - C - 99/15000]

29 AOUT 1997. — Loi portant approbation des actes internationaux suivants :

1. Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche;
2. Protocole concernant la circulation des trains sans arrêt entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche;
3. Accord particulier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux questions de sûreté concernant les trains empruntant la liaison fixe transmanche et circulant entre la Belgique et le Royaume-Uni;
4. Protocole concernant la mise en place d'un comité intergouvernemental tripartite, signés à Bruxelles le 15 décembre 1993 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Les Actes internationaux suivants sortiront leur plein et entier effet :

1. Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche;
2. Protocole concernant la circulation des trains sans arrêt entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche;
3. Accord particulier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux questions de sûreté concernant les trains empruntant la liaison fixe transmanche et circulant entre la Belgique et le Royaume-Uni;
4. Protocole concernant la mise en place d'un comité intergouvernemental tripartite, signés à Bruxelles le 15 décembre 1993.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 99 — 788 [S - C - 99/15000]

29 AUGUSTUS 1997. — Wet houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

1. Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland met betrekking tot het treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding;
2. Protocol inzake het doorgaand treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding;
3. Bijzondere Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake veiligheidsvraagstukken met betrekking tot de treinen tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding;
4. Protocol inzake de oprichting van een tripartiet intergouvernementeel comité, ondertekend te Brussel op 15 december 1993 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. De volgende Internationale Akten zullen volkomen uitwerking hebben :

1. Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland met betrekking tot het treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding;
2. Protocol inzake het doorgaand treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding;
3. Bijzondere Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake veiligheidsvraagstukken met betrekking tot de treinen tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding;
4. Protocol inzake de oprichting van een tripartiet intergouvernementeel comité, ondertekend te Brussel op 15 december 1993.

Art. 3. Il est ajouté à l'article 31 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, après le troisième alinéa, un alinéa nouveau qui est libellé de la manière suivante :

« Le délai maximal de rétention de douze heures est porté à vingt-quatre heures lorsque l'arrestation administrative a lieu dans les zones de contrôle définies à l'article 1^{er} de l'Accord belgo-franco-britannique, signé à Bruxelles le 15 décembre 1993, concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue de sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 29 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—
Note

(1) *Session 1995-1996.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi déposé le 23 juillet 1996, n° 1-396/1.

Session 1996-1997.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 1-396/2. — Texte adopté en Commission, n° 1-396/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 19 décembre 1996 et 9 janvier 1997. — Vote. Séance du 9 janvier 1997.

Chambre.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 884/1

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 22 janvier 1997. — Vote. Séance du 23 janvier 1997.

Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche

Le Gouvernement du Royaume de Belgique,

Le Gouvernement de la République française et

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

ci-après dénommés « les Parties contractantes »,

Considérant le Traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation d'une liaison fixe transmanche par des sociétés privées concessionnaires, fait à Cantorbéry le 12 février 1986 et entré en vigueur le 29 juillet 1987;

Considérant le Protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle, fait à Sangatte le 25 novembre 1991, entré en vigueur le 2 août 1993;

Art. 3. In artikel 31 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt wordt na het derde lid een nieuw lid toegevoegd, luidende :

« De maximale vasthoudingsduur wordt van twaalf uur op vierentwintig uur gebracht indien de bestuurlijke aanhouding gebeurt in de controlezones bepaald in artikel 1 van de Belgisch-Frans-Britse Overeenkomst, ondertekend te Brussel op 15 december 1993 met betrekking tot het treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 29 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADY

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—
Nota

(1) *Zitting 1995-1996.*

Senaat.

Parlementaire documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 23 juli 1996, nr. 1-396/1.

Zitting 1996-1997.

Parlementaire documenten. — Verslag, nr. 1-396/2. — Tekst aangenomen in Commissie, nr. 1-396/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 19 december 1996 en 9 januari 1997. — Stemming. Vergadering van 9 januari 1997.

Kamer.

Parlementaire documenten. — Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 884/1.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 22 januari 1997. — Stemming. Vergadering van 23 januari 1997.

Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, met betrekking tot het treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding

De Regering van het Koninkrijk België,

De Regering van de Franse Republiek en

De Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland,

Hierna te noemen de Overeenkomstsluitende Partijen,

Gelet op het Verdrag tussen de Franse Republiek en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake de bouw en de exploitatie door privé-concessionarissen van een vaste kanaalverbinding, gedaan te Canterbury op 12 februari 1986 en in werking getreden op 29 juli 1987;

Gelet op het Protocol tussen de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland betreffende de grens- en politiecontroles, wederzijdse rechtshulp in strafzaken, openbare veiligheid en wederzijdse bijstand, gedaan te Sangatte op 25 november 1991, in werking getreden op 2 augustus 1993;

Considérant la Convention entre la République française et le Royaume de Belgique, relative aux contrôles à la frontière belgo-française et aux gares communes et d'échange, signée à Bruxelles le 30 mars 1962;

Considérant la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, faite à Schengen le 19 juin 1990;

Considérant les Traités instituant les Communautés européennes;

Considérant qu'il y a lieu de faciliter la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche et traversant sans arrêt commercial le territoire français;

Désireux de régler l'ensemble des problèmes qui se posent à cet égard en matière de sûreté, de contrôles frontaliers, de police, de coopération judiciaire en matière pénale, de sécurité civile et d'assistance mutuelle sur les territoires des trois Etats concernés;

Sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}

Définitions

1. « Contrôles frontaliers » : désigne les contrôles de police, d'immigration, de douane, sanitaires, vétérinaires, phytosanitaires, relatifs à la protection des consommateurs, de transport ainsi que tous autres contrôles prévus par les lois et règlements nationaux ou communautaires.

2. « Liaison fixe » : désigne la liaison fixe transmanche définie à l'article premier du Traité fait à Cantorbéry le 12 février 1986.

3. « Trains » : désigne les trains internationaux circulant entre les territoires belge et britannique, empruntant la liaison fixe et traversant le territoire français.

4. « Trains sans arrêt » : désigne les trains internationaux circulant entre les territoires belge et britannique, empruntant la liaison fixe et traversant sans arrêt commercial le territoire français, à l'exclusion des arrêts techniques.

5. « Agents » : désigne les personnes chargées de la police et des contrôles frontaliers placées sous la responsabilité des personnes ou autorités désignées conformément à l'article 3.2.

6. « Zone de contrôles » : désigne la partie du territoire de l'Etat de séjour et les trains sans arrêt, zone à l'intérieur de laquelle les agents des autres Etats sont habilités à effectuer les contrôles. Chaque zone de contrôles est délimitée d'un commun accord entre l'Etat de séjour et l'Etat dont les agents opéreront dans ladite zone; toutefois, pour les trains sans arrêt, la zone de contrôles sur le territoire français sera déterminée d'un commun accord entre les trois Gouvernements.

7. « Etat de séjour » : désigne l'Etat sur le territoire duquel s'effectuent les contrôles des autres Etats.

Article 2

Champ d'application

1. Le présent Accord s'applique à la circulation ferroviaire entre le Royaume-Uni et la Belgique via la liaison fixe et empruntant le territoire français.

2. Les questions de sûreté concernant la circulation ferroviaire visée à l'alinéa précédent font l'objet d'accords particuliers entre les trois Gouvernements, sans préjudice des dispositions du présent Accord.

3. Un Protocole relatif aux contrôles frontaliers et à la police sur les trains sans arrêt entre le Royaume-Uni et la Belgique via la liaison fixe est annexé au présent Accord et en fait partie intégrante.

TITRE II

Autorités et principes généraux de coopération

Article 3

1. Chacun des Gouvernements désigne les autorités ou les personnes qui, sur son territoire, ont pouvoir de prendre toute décision relative à la sûreté des trains.

Gelet op de Overeenkomst tussen de Franse Republiek en het Koninkrijk België betreffende controles aan de Belgisch-Franse grens, de gemeenschappelijke stations en de uitwisselingsstations, ondertekend te Brussel op 30 maart 1962;

Gelet op de Overeenkomst gesloten te Schengen op 19 juni 1990 ter uitvoering van her op 14 jntmi 1985 tot stand gekomen Akkoord van Schengen tussen de Regeringen van de Staten van de Benelux Economische Unie, de Bondsrepubliek Duitsland en de Franse Republiek betreffende de geleidelijke afschaffing van de controles aan de gemeenschappelijke binnengrenzen;

Gelet op de Verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op de noodzaak het treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk dat door de vaste kanaalverbinding gaat, zonder dat op Frans grondgebied voor commerciële doeleinden wordt halt gehouden te vergemakkelijken;

Wensende alle problemen te behandelen die in dit verband rijzen op het gebied van veiligheid, grenscontroles, politie, wederzijdse rechtshulp in strafzaken, openbare veiligheid en wederzijdse bijstand op het grondgebied van de drie betrokken Staten,

Zijn het volgende overeengekomen :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1

Begripsomschrijvingen

Aan de onderstaande begrippen wordt de volgende betekenis toegekend :

1. « Grenscontroles » : politiecontroles, immigratiecontroles, douanecontroles, sanitaire controles, veterinaire controles, fytosanitaire controles, controles in het kader van de consumentenbescherming, en controles op vervoer, alsmede elke andere controle als bepaald in de nationale of communautaire wetten en voorschriften.

2. « Vaste verbinding » : de vaste kanaalverbinding als bedoeld in het eerste artikel van het Verdrag, gedaan te Canterbury op 12 februari 1986.

3. « Treinen » : de internationale treinen die tussen Belgisch en Brits grondgebied rijden via de vaste verbinding en over Frans grondgebied.

4. « Doorgaande treinen » : de internationale treinen die tussen Belgisch en Brits grondgebied rijden via de vaste verbinding en die, met uitzondering van een stilstand om technische redenen, niet voor commerciële doeleinden halt houden in Frankrijk.

5. « Ambtenaren » : de personen die met het politietoezicht en de grenscontroles belast zijn, en die onder het gezag van de overeenkomstig artikel 3.2 aangewezen personen of autoriteiten staan.

6. « Controlezone » : het deel van het grondgebied van de Staat van verblijf en de doorgaande treinen, zone waarbinnen de ambtenaren van de andere Staten gemachtigd zijn controles uit te voeren. Elke controlezone wordt in gemeenschappelijk overleg vastgelegd tussen de Staat van verblijf en de Staat waarvan de ambtenaren in bedoelde zone optreden; evenwel, wat de doorgaande treinen betreft wordt de controlezone op Frans grondgebied vastgesteld in gemeenschappelijk overleg tussen de drie Regeringen.

7. « Staat van verblijf » : de Staat op wiens grondgebied controles worden uitgevoerd door de andere Staten.

Artikel 2

Toepassingsgebied

1. Deze Overeenkomst is van toepassing op het treinverkeer tussen het Verenigd Koninkrijk en België dat via de vaste verbinding en over Frans grondgebied loopt.

2. Onverminderd het bepaalde in deze Overeenkomst worden over de veiligheidsvraagstukken in verband met het in de vorige paragraaf bedoelde treinverkeer afzonderlijke akkoorden gesloten tussen de drie Regeringen.

3. Een Protocol inzake grens- en politiecontroles op de doorgaande treinen tussen het Verenigd Koninkrijk en België die via de vaste verbinding gaan, is aan deze Overeenkomst gehecht en maakt er integreerend deel van uit.

HOOFDSTUK II

Autoriteiten en algemene samenwerkingsbeginselen

Artikel 3

1. Elke Regering wijst de autoriteiten of personen aan die op haar grondgebied gemachtigd zijn tot het nemen van enigerlei beslissing met betrekking tot de veiligheid van de treinen.

2. Chacun des Gouvernements désigne les autorités ou les personnes responsables des services qui, sur son territoire, ont pour mission d'exercer les contrôles frontaliers et les fonctions de maintien de l'ordre.

3. Chacun des Gouvernements notifie aux autres Gouvernements ces désignations ainsi que toutes modifications s'y rapportant, et en informe le Comité intergouvernemental tripartite.

Article 4

A bord des trains sans arrêt, les agents britanniques peuvent exercer des contrôles frontaliers sur les territoires belge et français, et les agents belges, sur les territoires britannique et français.

Article 5

Il est convenu que les contrôles frontaliers concernant les trains sans arrêt seront en principe effectués sous la seule responsabilité des autorités britanniques et belges.

Article 6

Les agents français conservent la faculté d'effectuer occasionnellement des contrôles de police et de douane lors du passage des trains sans arrêt sur le territoire français.

Article 7

En cas d'arrêt d'un train pour un motif imprévu sur le territoire français, les passagers qui descendent du train doivent faire l'objet d'un contrôle d'entrée par les autorités françaises.

Article 8

Chaque Gouvernement est responsable du paiement ou du recouvrement des frais afférents aux contrôles qui lui incombent.

Article 9

Les agents des trois Etats sont autorisés à circuler librement sur l'ensemble du trajet entre Londres et Bruxelles pour les besoins du service, sur simple justification de leur identité et de leur qualité.

Article 10

Les autorités de l'Etat de séjour se réservent le droit de demander aux autorités des autres Etats le rappel de l'un quelconque de leurs agents.

TITRE III

Coopération judiciaire en matière pénale

Article 11

1. Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 4 et 14 (2) du protocole annexé au présent accord, lorsqu'une infraction est commise sur le territoire de l'un des traits Etats, cet Etat est compétent.

2. Lorsque le lieu de commission de cette infraction ne peut être déterminé, l'Etat d'arrivée est compétent.

Article 12

Lorsqu'il est procédé à une arrestation à l'occasion d'une infraction pour laquelle un Etat a compétence en vertu de l'article 11, cette arrestation n'est pas affectée par le fait que celle-ci poursuit ses effets sur le territoire des autres Etats.

Article 13

Les personnes qui, pendant le trajet du train, ont commis un crime ou un délit flagrant et ont été appréhendées, sont remises le plus tôt possible aux agents habilités de l'Etat compétent en vertu de l'article 11.

Article 14

1. En cas de commission à bord des trains sur le territoire d'un Etat de l'une des infractions flagrantes suivantes : homicide volontaire, viol, incendie volontaire, vol sous la menace d'une arme à feu, enlèvement et prise d'otage, destruction par explosifs, le train devra être arrêté pour permettre aux autorités compétentes de cet Etat de prendre toutes mesures utiles à l'enquête, et le cas échéant d'interpeller l'auteur présumé de l'infraction.

2. Si le train ne peut être arrêté parce qu'il se trouve à l'intérieur de la liaison fixe ou qu'il est sur le point de quitter le territoire de l'Etat sur lequel l'une des infractions visées à l'alinéa précédent a été commise, les agents habilités qui sont présents devront prendre toutes mesures conservatoires utiles afin de permettre aux agents de l'Etat compétent en vertu de l'article 11, lors de l'arrivée du train, de recueillir les

2. Elke Regering zorgt voor de aanwijzing van de autoriteiten of de verantwoordelijken voor de diensten die op haar grondgebied tot taak hebben grenscontroles uit te voeren en voor de ordehandhaving te zorgen.

3. Elke Regering doet van bedoelde aanwijzingen alsmede van elke wijziging ter zake mededeling aan de andere Regeringen, en brengt een en ander ter kennis van het Tripartiete intergouvernementele Comité.

Artikel 4

Aan boord van doorgaande treinen mogen de Britse ambtenaren grenscontroles uitvoeren op het Belgische en het Franse grondgebied en de Belgische ambtenaren op het Britse en het Franse grondgebied.

Artikel 5

Er wordt overeengekomen dat de grenscontroles met betrekking tot doorgaande treinen in beginsel worden uitgevoerd onder de enkele verantwoordelijkheid van de Britse en Belgische autoriteiten.

Artikel 6

De Franse ambtenaren behouden het recht af en toe politie- en douanecontroles uit te voeren naar aanleiding van de doorrit van doorgaande treinen door Frans grondgebied.

Artikel 7

Ingeval een trein wegens onvoorziene omstandigheden dient halt te houden op Frans grondgebied, worden de passagiers die uitstappen door de Franse autoriteiten aan een inreiscontrole onderworpen.

Artikel 8

Elke Regering is verantwoordelijk voor de betaling of de inning van de kosten voor de controles die zij dient uit te voeren.

Artikel 9

De ambtenaren van de drie Staten zijn gemachtigd zich om dienstrekenen en op eenvoudig bewijs van hun identiteit en hoedanigheid vrij te bewegen op het gehele traject Londen-Brussel.

Artikel 10

De autoriteiten van de Staat van verblijf behouden zich het recht voor de autoriteiten van de andere Staten te verzoeken een van hun ambtenaren terug te roepen.

HOOFDSTUK III

Wederzijdse rechtshulp in strafzaken

Artikel 11

1. Onverminderd de toepassing van het bepaalde in artikels 4 en 14 (2) van het aan deze Overeenkomst gehechte Protocol is, wanneer op het grondgebied van een van de drie Staten een strafbaar feit is gepleegd, deze Staat bevoegd.

2. Wanneer niet kan worden uitgemaakt waar het strafbaar feit is gepleegd, is de Staat van aankomst bevoegd.

Artikel 12

Wanneer naar aanleiding van een strafbaar feit waarvoor een Staat krachtens artikel 11 bevoegd is, een aanhouding wordt verricht, is het feit dat deze rechtsgevolgen heeft op het grondgebied van de andere Staten niet van invloed op de aanhouding.

Artikel 13

Personen die tijdens de treinreis een strafbaar feit hebben gepleegd of op heter daad zijn betrapt en die zijn aangehouden, worden zo vlug mogelijk overgedragen aan de gemachtigde ambtenaren van de krachtens artikel 11 bevoegde Staat.

Artikel 14

1. Indien aan boord van de treinen op het grondgebied van een Staat iemand op heterdaad wordt betrapt bij het plegen van één van de volgende strafbare feiten : moord, verkrachting, opzettelijke brandstichting, diefstal onder bedreiging van een vuurwapen, ontvoering en gijzelneming, het teweegbrengen van een ontploffing, dient de trein te worden opgehouden om de bevoegde autoriteiten van bedoelde Staat in de gelegenheid te stellen alle dienstige maatregelen te nemen met het oog op het onderzoek, en, in voorkomend geval, de vermoedelijke dader van het strafbare feit staande te houden.

2. Indien de trein niet kan worden opgehouden omdat hij zich in de vaste verbinding bevindt of omdat hij op het punt staat het grondgebied van de Staat waar een van de in de bovenstaande paragraaf bedoelde strafbare feiten is gepleegd, te verlaten, dienen de gemachtigde ambtenaren die aanwezig zijn de nodige bewarende maatregelen te nemen teneinde de ambtenaren van de krachtens artikel 11 bevoegde

témoignages, les preuves ou les indices utiles à l'enquête, et le cas échéant de se faire remettre l'auteur présumé de l'infraction.

Article 15

1. Lorsqu'une personne est arrêtée en vertu des articles 6, 12, 13 et 14 (2) du présent Accord, son arrestation est notifiée sans délai aux autorités de l'Etat d'arrivée. La personne arrêtée peut être transférée sur le territoire de l'Etat compétent en vertu de l'article 11.

2. Toutefois, un tel transfert doit intervenir dans un délai de 24 heures au plus tard à compter de la notification prévue à l'alinéa précédent. En outre, chaque Etat se réserve le droit de ne pas autoriser le transfert de ses nationaux.

TITRE IV

Comité intergouvernemental tripartite

Article 16

1. Un comité intergouvernemental tripartite est mis en place pour traiter, au nom des trois Parties contractantes, de toutes les questions relatives à l'application du présent Accord.

2. Le Comité est formé de représentants des Gouvernements des Parties contractantes dûment mandatés.

Article 17

1. Dans le cadre des compétences définies à l'article précédent, le Comité examine toute question qui lui est soumise par les Parties contractantes concernant la liaison ferroviaire entre la Belgique et le Royaume-Uni.

2. Dans ce contexte, le Comité est notamment consulté sur tout projet d'accord ou d'arrangement bilatéral ou trilatéral entre les Parties contractantes.

3. En ce qui concerne les trains circulant entre le Royaume-Uni et la Belgique, le Comité s'assure que les autorités désignées conformément à l'article 3, paragraphe 1^{er}, se consultent et agissent d'un commun accord, sauf circonstances exceptionnelles.

4. Le Comité exerce sa mission sur toutes les questions qui lui sont soumises par les Parties contractantes et par les autorités et instances dépendant de celles-ci.

Article 18

Le Comité comporte au plus quinze membres. Chaque Gouvernement désigne le tiers des membres du Comité. La présidence est assurée pour une durée d'un an et successivement par le chef de chaque délégation. Aux fins de sa mission, le Comité peut faire appel à la collaboration des administrations de chaque Gouvernement et de tout organisme ou expert de son choix.

Article 19

Les réunions du Comité sont convoquées à la demande de l'une des trois délégations. Le règlement intérieur du Comité est établi d'un commun accord par les chefs des délégations française, britannique et belge.

TITRE V

Coopération entre les autorités compétentes

Article 20

Pour la mise en œuvre du titre II, des liaisons permanentes sont établies entre les autorités compétentes des trois Etats qui comprennent :

- a) la tenue régulière de réunions de coordination entre les autorités chargées de la sûreté et des contrôles frontaliers;
- b) l'installation de moyens de télécommunications permettant en toutes circonstances des liaisons entre les autorités nationales respectives;
- c) l'affectation éventuelle par chaque Partie contractante auprès des autorités des deux autres Parties, d'agents de liaison à des fins et selon des modalités à déterminer par des arrangements administratifs.

Article 21

Dans tous les cas de circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, actes de terrorisme ou conflit armé, ou menaces de telles situations, chaque Partie contractante, après consultation des

Staat in de gelegenheid te stellen bij de aankomst van de trein de voor het onderzoek nuttige getuigenissen, bewijzen of aanwijzingen te verzamelen, en eventueel de vermoedelijke dader van het strafbare feit over te nemen.

Artikel 15

1. Wanneer een persoon wordt aangehouden op grond van de artikelen 6, 12, 13 en 14 (2) van deze Overeenkomst, wordt van zijn aanhouding onverwijld kennis gegeven aan de autoriteiten van de Staat van aankomst. De aangehouden persoon kan naar het grondgebied van de krachtens artikel 11 bevoegde Staat worden overgebracht.

2. Zodanige overbrenging dient evenwel te gebeuren binnen een tijdspanne van ten hoogste 24 uur, te rekenen vanaf de in bovenstaande paragraaf bedoelde kennisgeving. Bovendien behoudt elke Staat zich het recht voor geen toestemming te verlenen voor de overbrenging van onderdanen.

HOOFDSTUK IV

Tripartiet Intergouvernementeel Comité

Artikel 16

1. Een Tripartiet Intergouvernementeel Comité wordt ingesteld om namens de drie Overeenkomstsluitende Partijen alle vraagstukken met betrekking tot de toepassing van deze Overeenkomst te behandelen.

2. Het Comité bestaat uit behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers van de Regeringen van de Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 17

1. In het kader van de in bovenstaand artikel omschreven bevoegdheden onderzoekt het Comité elk vraagstuk met betrekking tot de spoorwegverbinding tussen België en het Verenigd Koninkrijk, dat door de Overeenkomstsluitende Partijen wordt voorgelegd.

2. In dit verband wordt met name het advies van het Comité ingewonnen over elk ontwerp van bilaterale of trilaterale overeenkomst of akkoord tussen de Overeenkomstsluitende Partijen.

3. Met betrekking tot de treinen rijdend tussen het Verenigd Koninkrijk en België vergewist het Comité zich ervan dat de overeenkomstig het eerste lid van artikel 3 aangewezen autoriteiten overleg plegen en gezamenlijk handelen, behoudens uitzonderlijke omstandigheden.

4. Het Comité vervult zijn opdracht met betrekking tot alle vraagstukken die hem door de Overeenkomstsluitende Partijen en door de autoriteiten en de daaronder ressorterende instanties worden voorgelegd.

Artikel 18

Het Comité telt niet meer dan 15 leden. Elke Regering wijst een derde van het ledenaantal van het Comité aan. Het voorzitterschap wordt gedurende een jaar en bij toerbeurt waargenomen door de delegatieleiders. Voor de uitvoering van zijn opdracht kan het Comité de medewerking inroepen van de administratie van elke Regering en van enigerlei instantie of deskundige naar keuze.

Artikel 19

Het Comité wordt bijeengeroepen op verzoek van een van de drie delegaties. Het reglement van orde van het Comité wordt in gemeenschappelijk overleg opgesteld door de Franse, de Britse en de Belgische delegatieleider.

HOOFDSTUK V

Samenwerking tussen de bevoegde autoriteiten

Artikel 20

Voor de tenuitvoerlegging van hoofdstuk II wordt gezorgd voor een permanente verbinding tussen de bevoegde autoriteiten van de drie Staten. Hieronder wordt verstaan :

- a) het geregeld beleggen van coördinatievergaderingen tussen de autoriteiten die belast zijn met toezicht en grenscontroles;
- b) de installatie van telecommunicatiemiddelen opdat de nationale autoriteiten in alle omstandigheden met elkaar in verbinding zouden kunnen staan;
- c) eventueel de aanstelling door elke Overeenkomstsluitende Partij bij de autoriteiten van de twee andere Partijen van verbindingsambtenaren, waarbij de doelstellingen en de werkwijzen in administratieve akkoorden worden vastgelegd.

Artikel 21

Wanneer zich uitzonderingstoestanden voordoen of dreigen voor te doen zoals natuurrampen, daden van terrorisme of een gewapend conflict, kan elke Overeenkomstsluitende Partij, na overleg met de

autres Parties contractantes, si la situation le permet, peut prendre des mesures dérogeant à ses obligations résultant de la présente Convention ou d'Accords additionnels.

Article 22

De telles mesures peuvent comprendre la fermeture de la ligne ferroviaire. Elles sont proportionnées aux exigences de la situation et immédiatement notifiées aux autres Parties contractantes.

Article 23

1. Chaque Etat renonce à toute action envers les autres Etats pour la réparation des dommages causés à ses agents ou à ses biens.

2. Les dispositions du présent article n'affectent en aucune manière les droits des tiers au regard du droit de chaque Etat.

TITRE VI *Dispositions finales*

Article 24

Outre les arrangements prévus par l'article 20, les modalités d'application du présent Accord et de son Protocole pourront faire l'objet en tant que de besoin d'arrangements administratifs ou techniques entre les autorités compétentes des trois Etats.

Article 25

1. Chaque Partie contractante peut demander des consultations en vue de réviser les dispositions du présent Accord et de son Protocole pour les adapter à des circonstances ou à des besoins nouveaux. Elle peut faire parvenir au dépositaire une proposition de modification. Le dépositaire transmet cette proposition aux autres Parties contractantes.

2. Les Parties contractantes arrêtent d'un commun accord les modifications au présent Accord et à son Protocole qui entreront en vigueur après avoir été ratifiées ou approuvées par les trois Parties contractantes conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Article 26

Tous les différends concernant l'interprétation ou application du présent Accord et de son Protocole sont réglés par négociation entre les trois Gouvernements.

Article 27

Les dispositions du présent Accord et de son Protocole ne sont applications que dans la mesure où elles sont compatibles avec le droit communautaire.

Article 28

Le présent Accord et son Protocole seront soumis à ratification ou approbation. Les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés dans les archives du Gouvernement du Royaume de Belgique. Celui-ci notifie le dépôt des instruments aux Parties contractantes. L'Accord et son Protocole entreront en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique notifie la date de l'entrée en vigueur aux Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé cet Accord.

Fait à Bruxelles, le 15 décembre 1993, en trois exemplaires, en langues française, néerlandaise et anglaise, les trois textes faisant également foi.

Protocole concernant la circulation des trains sans arrêt entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche

Article 1^{er}

Ce Protocole s'applique à la circulation des trains sans arrêt entre le Royaume-Uni et la Belgique via la liaison fixe et empruntant le territoire français.

andere Overeenkomstsluitende Partijen en indien de toestand zulks mogelijk maakt, maatregelen treffen die afwijken van de verplichtingen die zij ingevolge deze Overeenkomst of ingevolge aanvullende akkoorden heeft.

Artikel 22

Zodanige maatregelen kunnen het sluiten van de spoorwegverbinding inhouden. Ze worden ingegeven door de aard van de toestand en onverwijld ter kennis gebracht van de andere Overeenkomstsluitende Partijen.

Artikel 23

1. Elke Staat ziet ten aanzien van de andere Staten af van enige vordering tot vergoeding voor schade die aan haar ambtenaren of bezittingen mocht worden toegebracht.

2. Het bepaalde in dit artikel doet geenszins afbreuk aan de rechten die derden aan de wetgeving van de respectieve Staten ontleen.

HOOFDSTUK VI *Slotbepalingen*

Artikel 24

Behalve de in artikel 20 bedoelde akkoorden, kunnen de wijzen van toepassing van deze Overeenkomst en zijn Protocol zo nodig in administratieve of technische akkoorden tussen de bevoegde autoriteiten van de drie Staten worden neergelegd.

Artikel 25

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij kan om overleg verzoeken met het oog op de herziening van de bepalingen van deze Overeenkomst en haar Protocol om hen aan nieuwe omstandigheden en behoeften aan te passen. Ze kan bij de depositaris een voorstel tot wijziging indienen. De depositaris stuurt dit voorstel door naar de andere Overeenkomstsluitende Partijen.

2. De Overeenkomstsluitende Partijen leggen in gemeenschappelijk overleg de wijzigingen aan deze Overeenkomst en haar Protocol vast, die van kracht worden na door de drie Overeenkomstsluitende Partijen te zijn bekrachtigd of goedgekeurd overeenkomstig hun respectieve grondwettelijke voorschriften.

Artikel 26

Geschillen in verband met de uitlegging of de tenuitvoerlegging van deze Overeenkomst en haar Protocol worden door middel van onderhandelingen tussen de drie Regeringen beslecht.

Artikel 27

De bepalingen van deze Overeenkomst en haar Protocol zijn alleen van toepassing indien ze verenigbaar zijn met het Gemeenschapsrecht.

Artikel 28

Deze Overeenkomst en haar Protocol worden ter bekrachtiging of ter goedkeuring voorgelegd. De akten van bekrachtiging of goedkeuring worden nedergelegd in de archieven van de Regering van het Koninkrijk België. Deze doet kennisgeving van de nederlegging van de akten aan de Overeenkomstsluitende Partijen. De Overeenkomst en haar Protocol treden in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de nederlegging van de laatste akte van bekrachtiging of akte van goedkeuring.

De Regering van het Koninkrijk België deelt de datum van inwerkingtreding mee aan de Overeenkomstsluitende Partijen.

Ten blijke waarvan de respectieve gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd door hun Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel, op 15 december 1993 in drievoud, in de Nederlandse, de Franse en de Engelse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

Protocol inzake het doorgaand treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding

Artikel 1

Dit Protocol is van toepassing op het doorgaand treinverkeer tussen het Verenigd Koninkrijk en België dat via de vaste kanaalverbinding en over Frans grondgebied gaat.

Article 2

1. Les lois et règlements d'un Etat relatifs aux contrôles frontaliers sont applicables dans la zone de contrôles située dans les autres Etats et sont mis en œuvre par les agents de cet Etat dans les mêmes conditions que sur leur propre territoire.

2. Les agents de chaque Etat sont soumis à la législation de cet Etat relative à la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel lors de l'utilisation de leurs fichiers et dispositifs de traitement automatisé dans la zone de contrôles située dans l'un des autres Etats.

Article 3

1. Les agents des autres Etats peuvent, dans l'exercice de leurs pouvoirs nationaux, procéder à des interpellations ou à des arrestations dans la zone de contrôles située dans l'Etat de séjour de personnes en application des lois et règlements de leur Etat relatifs aux contrôles frontaliers ou de personnes recherchées par les autorités de leur Etat. Ces agents sont également autorisés à conduire ces personnes sur le territoire de leur Etat.

2. Toutefois, nul ne peut être retenu plus de 24 heures dans les locaux réservés aux contrôles frontaliers, dans l'Etat de séjour. Cette rétention doit avoir lieu dans les conditions et selon les modalités prévues par la législation de l'Etat des agents ayant procédé aux interpellations ou arrestations.

Article 4

Les infractions aux lois et règlements des autres Etats relatifs aux contrôles frontaliers constatées dans la zone de contrôles située dans l'Etat de séjour sont soumises aux lois et règlements de ces autres Etats, comme si ces infractions avaient été commises sur le territoire de ces derniers.

Article 5

1. Les contrôles frontaliers de l'Etat de départ sont en principe effectués avant les contrôles frontaliers de l'Etat d'arrivée.

2. Ces agents de l'Etat d'arrivée ne sont pas autorisés à commencer à procéder à de tels contrôles avant la fin des contrôles de l'Etat de départ. Toute forme de renonciation à de tels contrôles est assimilée à un contrôle.

3. Les agents de l'Etat de départ ne peuvent plus effectuer leurs contrôles lorsque les agents de l'Etat d'arrivée ont commencé leurs propres opérations, sauf si le consentement des agents compétents de l'Etat d'arrivée est accordé.

4. Si, exceptionnellement, au cours des contrôles frontaliers, l'ordre des opérations prévu au paragraphe 1^{er} du présent article se trouve modifié, les agents de l'Etat d'arrivée ne peuvent procéder à des interpellations, à des arrestations ou à des saisies qu'une fois les contrôles frontaliers de l'Etat de départ achevés. Dans ce cas, ces agents conduisent les personnes, les véhicules, les marchandises, les animaux ou autres biens, pour lesquels les contrôles frontaliers de l'Etat de départ ne sont pas encore achevés, auprès des agents de cet Etat. Si ceux-ci veulent procéder à des interpellations, à des arrestations ou à des saisies, ils ont la priorité.

Article 6

Si l'Etat d'arrivée refuse l'admission de personnes, de véhicules, d'animaux ou de biens, ou si des personnes refusent de se soumettre aux contrôles frontaliers de l'Etat d'arrivée, renvoient ou reprennent les véhicules, les animaux ou les biens qui les accompagnent, les autorités de l'Etat de départ ne peuvent refuser de les recevoir. Toutefois les autorités de l'Etat de départ peuvent prendre toutes les mesures à leur égard, conformément au droit applicable dans cet Etat et d'une manière n'imposant pas d'obligations ni à l'Etat de transit ni à l'Etat d'arrivée.

Article 7

1. Les dispositions du présent Protocole concernant les modalités de la juxtaposition des contrôles frontaliers, notamment l'extension ou la diminution de leur champ d'application, peuvent être modifiées d'un commun accord par les trois Gouvernements sous la forme d'arrangements confirmés par échange de notes diplomatiques.

Artikel 2

1. De wetten en voorschriften van een Staat inzake grenscontroles zijn van toepassing binnen de in de andere Staten gelegen controlezone, en worden door de ambtenaren van deze Staat tenuitvoergelegd onder dezelfde voorwaarden als op hun eigen grondgebied.

2. De ambtenaren van elke Staat dienen zich te houden aan de wetgeving van deze Staat inzake de bescherming van het individu in verband met de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, wanneer zij binnen de in één van de andere Staten gelegen controlezone gebruik maken van hun gegevensbestanden en apparatuur voor geautomatiseerde gegevensverwerking.

Artikel 3

1. De ambtenaren van de andere Staten mogen in de uitoefening van hun nationale bevoegdheden binnen de in de Staat van verblijf gelegen controlezone overgaan tot het staande houden of aanhouden van personen, ter uitvoering van de wetten en voorschriften van hun Staat met betrekking tot grenscontroles, dan wel tot het staande houden of aanhouden van personen die door de autoriteiten van hun Staat worden gezocht. Deze ambtenaren zijn tevens gemachtigd deze personen naar het grondgebied van hun Staat te geleiden.

2. Iemand mag evenwel niet langer dan 24 uren in de voor grenscontroles bestemde lokalen in de Staat van verblijf worden vastgehouden. De vasthouding dient te gebeuren onder de voorwaarden en op de wijze als bepaald in de wetgeving van de Staat van de ambtenaren die personen hebben staande gehouden of aangehouden.

Artikel 4

Inbreuken op de wetten en voorschriften van de andere Staten met betrekking tot grenscontroles welke in de in de Staat van verblijf gelegen controlezone worden vastgesteld, worden beheerst door de wetten en voorschriften van die andere Staten, als ware het dat deze inbreuken op het grondgebied van laatstbedoelde Staten werden gemaakt.

Artikel 5

1. In de regel worden de grenscontroles door de Staat van vertrek vóór de grenscontroles door de Staat van aankomst verricht.

2. De ambtenaren van de Staat van aankomst zijn niet gemachtigd tot zodanige controles over te gaan zolang de controles door de Staat van vertrek niet zijn beëindigd. Wanneer in welke zin ook wordt afgezien van bedoelde controles, wordt zulks gelijkgesteld met een controle.

3. De ambtenaren van de Staat van vertrek mogen geen controles meer verrichten zodra de ambtenaren van de Staat van aankomst hun eigen controlewerkzaamheden hebben aangevat, tenzij zij daarvoor de toestemming van de bevoegde ambtenaren van de Staat van aankomst krijgen.

4. Indien de grenscontroles uitzonderlijk in een andere volgorde verlopen dan zoals bepaald in het eerste lid van dit artikel, mogen de ambtenaren van de Staat van aankomst geen staandhoudingen, aanhoudingen of inbeslagnemingen verrichten zolang de grenscontroles door de Staat van vertrek niet zijn beëindigd. In dit geval begeleiden de ambtenaren de personen, voertuigen, handelswaar, dieren of andere goederen waarvan de grenscontrole door de Staat van vertrek nog niet is beëindigd, tot bij de ambtenaren van deze Staat. Indien laatstgenoemde ambtenaren staandhoudingen, aanhoudingen of inbeslagnemingen wensen te verrichten, hebben zij voorrang.

Artikel 6

Indien de Staat van aankomst weigert personen, voertuigen, dieren of goederen toe te laten, of indien personen weigeren zich te onderwerpen aan grenscontroles door de Staat van aankomst, of indien deze personen de voertuigen, dieren of goederen die ze meevoeren terugsturen of terug meenemen, kunnen de autoriteiten van de Staat van vertrek de binnenkomst ervan niet weigeren. Hoe dan ook kunnen de autoriteiten van de Staat van vertrek alle maatregelen te hunnen opzichte nemen, overeenkomstig het toepasselijke recht van die Staat en wel derwijze dat er noch voor de Staat van doorreis noch voor de Staat van aankomst verplichtingen uit voortvloeien.

Artikel 7

1. De bepalingen van dit Protocol met betrekking tot de modaliteiten van de naast elkaar uitgevoerde grenscontroles, met name de uitbreiding of inkrimping van het toepassingsgebied ervan, kunnen in gemeenschappelijk overleg door de drie Regeringen worden gewijzigd in de vorm van akkoorden die bij diplomatieke notawisseling worden bevestigd.

2. En cas d'urgence, les représentants locaux des autorités intéressées peuvent d'un commun accord apporter, à titre provisoire, les modifications qui se révéleraient nécessaires à la délimitation des zones de contrôles. L'arrangement ainsi intervenu entre immédiatement en vigueur.

Article 8

Les contrôles frontaliers de santé publique sur les personnes sont effectués dans la zone de contrôles située dans l'Etat de séjour par les autorités compétentes de l'Etat d'arrivée, en conformité avec la réglementation applicable dans cet Etat.

Article 9

Lorsque des éléments d'information permettent de présumer une infraction, des contrôles peuvent être effectués sur les animaux, sur les produits d'origine animale, les végétaux, les produits d'origine végétale et les denrées alimentaires destinées à la consommation humaine ou animale.

L'introduction dans l'Etat d'arrivée d'animaux familiers de compagnie qui accompagnent sans but lucratif les voyageurs peut être soumise à des contrôles en application de la réglementation en vigueur.

Article 10

1. Les contrôles mentionnés à l'article 9 comprennent :

- a) l'examen des certificats ou des documents d'accompagnement, appelé contrôle documentaire;
- b) le contrôle physique, y compris, le cas échéant, le prélèvement d'échantillons;
- c) le contrôle des moyens de transport.

2. Ces contrôles peuvent être limités au seul contrôle documentaire, les contrôles physiques pouvant alors être entrepris en fonction des nécessités.

Article 11

L'inspection vétérinaire des animaux vivants n'empêche pas d'éventuelles mesures de quarantaine imposées par l'Etat importateur.

Article 12

Les agents des autres Etats peuvent porter dans l'Etat de séjour leurs uniformes nationaux ou des signes distinctifs apparents.

Article 13

1. Les autorités de l'Etat de séjour accordent aux agents des autres Etats, dans l'exercice de leurs fonctions, la même protection et assistance qu'à leurs propres agents.

2. Les dispositions pénales en vigueur dans l'Etat de séjour pour la protection des agents dans l'exercice de leurs fonctions sont également applicables pour réprimer les infractions commises contre les agents des autres Etats dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 14

1. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 23 de l'Accord, les demandes de réparation pour tous dommages causés ou subis par les agents des autres Etats dans l'exercice de leurs fonctions dans l'Etat de séjour sont soumises au droit et à la juridiction de l'Etat dont relèvent ces agents comme si l'origine du dommage se situait dans cet Etat.

2. Les agents des autres Etats ne peuvent pas être poursuivis par les autorités de l'Etat de séjour à raison d'actes accomplis dans la zone de contrôles dans l'exercice de leurs fonctions. Ils relèvent, dans ce cas, de la juridiction de leur Etat, comme si ces actes avaient eu lieu dans cet Etat.

3. Les autorités judiciaires ou de police de l'Etat de séjour qui procèdent à l'enregistrement des plaintes et à la constatation des faits relatifs à celles-ci doivent communiquer tous les éléments d'information et de preuve aux autorités compétentes de l'Etat dont relève l'agent mis en cause aux fins de poursuite éventuelle selon la législation en vigueur dans cet Etat.

2. In spoedeisende gevallen kunnen de plaatselijke vertegenwoordigers van de betrokken autoriteiten in gemeenschappelijk overleg voorlopig die wijzigingen aanbrengen die nodig blijken voor de afbakening van de controlezones. Het daartoe bereikte akkoord wordt onmiddellijk van kracht.

Artikel 8

Grenscontroles die in het belang van de volksgezondheid op personen worden verricht, worden binnen de in de Staat van verblijf gelegen controlezone uitgevoerd door de bevoegde autoriteiten van de Staat van aankomst, overeenkomstig de in die Staat van toepassing zijnde voorschriften.

Artikel 9

Wanneer bepaalde gegevens het vermoeden opleveren van een strafbaar feit, kunnen controles worden verricht op dieren, producten van dierlijke oorsprong, plantaardige producten en levensmiddelen voor menselijke en dierlijke consumptie.

Het binnenbrengen in de Staat van aankomst van huisdieren die de reizigers met zich voeren, zonder daaraan enig winst oogmerk te verbinden, kan het voorwerp zijn van controles bij toepassing van de van kracht zijnde reglementering.

Artikel 10

1. De in artikel 9 bedoelde controles omvatten :

- a) onderzoek van de certificaten of begeleidende documenten, documentaire controle genaamd;
- b) de materiële controle, met inbegrip van monsterneming, zo daartoe aanleiding bestaat;
- c) de controle op de transportmiddelen.

2. Het is mogelijk deze controles tot een documentaire controle te beperken; tot een materiële controle zou dan alleen worden overgegaan in daartoe aanleiding gevende gevallen.

Artikel 11

De diergeneeskundige inspectie van levende dieren staat niet in de weg aan quarantainemaatregelen die eventueel door de invoerende Staat worden opgelegd.

Artikel 12

De ambtenaren van de andere Staten mogen in de Staat van verblijf hun nationale uniformen of duidelijk zichtbare onderscheidingstekens dragen.

Artikel 13

1. De autoriteiten van de Staat van verblijf verlenen de Ambtenaren van de andere Staten tijdens de uitoefening van hun functie, dezelfde bescherming en bijstand als hun eigen ambtenaren.

2. De strafbepalingen die in de Staat van verblijf van kracht zijn inzake de bescherming van ambtenaren tijdens de uitoefening van hun functie, zijn gelijkelijk van toepassing op de beteugeling van inbreuken die tegen ambtenaren van de andere Staten worden gepleegd tijdens de uitoefening van hun functie.

Artikel 14

1. Onverminderd de toepassing van het bepaalde in artikel 23 van de Overeenkomst worden de vorderingen tot vergoeding voor schade die door ambtenaren van de andere Staten is veroorzaakt of hun is toegebracht tijdens de uitoefening van hun functie in de Staat van verblijf, beheerd door het recht en de rechtsmacht van de Staat waaronder deze ambtenaren ressorteren, als ware de schade in deze Staat ontstaan.

2. De ambtenaren van de andere Staten kunnen niet door de autoriteiten van de Staat van verblijf worden vervolgd voor handelingen die zij in de controlezone hebben verricht tijdens de uitoefening van hun functie. In dit geval vallen zij onder de rechtsmacht van hun Staat, als waren de handelingen in deze Staat verricht.

3. De rechterlijke of de politie-autoriteiten van de Staat van verblijf die akte opmaken van de klachten en de feiten die er verband mee houden vaststellen, dienen alle inlichtingen of bewijsgronden ter kennis brengen van de bevoegde autoriteiten van de Staat waaronder de ambtenaar tegen wie klacht is ingediend ressorteert, ten einde eventueel vervolging te kunnen instellen op grond van de in die Staat geldende wetgeving.

Article 15

1. Les agents des autres Etats sont autorisés à transférer librement dans leur Etat les sommes perçues pour le compte de leur Gouvernement dans la zone de contrôles située dans l'Etat de séjour, ainsi que les marchandises et les autres biens saisis sur place.

2. Ils peuvent également vendre ces marchandises ou ces autres biens dans l'Etat de séjour conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat de séjour, et transférer leurs produits dans leur propre Etat.

Article 16

Les autorités compétentes du Royaume de Belgique et du Royaume-Uni déterminent, après consultations mutuelles, leurs besoins respectifs en locaux, installations et équipements. Lorsque ces besoins doivent être satisfaits par d'autres parties, ils leur sont notifiés, le cas échéant, par l'intermédiaire du Comité intergouvernemental tripartite.

Article 17

Les autorités du Royaume de Belgique et du Royaume-Uni font les meilleurs efforts pour que les autorités de l'autre partie disposent dans l'Etat de séjour des locaux, des installariolis et des équipelilelits nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Article 18

1. Les agents des autres Etats sont habilités à assurer le bon ordre dans les locaux affectés à leur usage exclusif dans l'Etat de séjour.

2. Les agents de l'Etat de séjour n'ont pas accès à ces locaux, sauf à la requête des agents de l'Etat concerné ou conformément à la réglementation de l'Etat de séjour régissant l'entrée et les investigations dans les lieux privés.

Article 19

Les biens nécessaires à l'accomplissement des missions des agents des autres Etats dans l'Etat de séjour sont exemptés de toutes redevances ou droits d'entrée et de sortie.

Article 20

1. Les agents des autres Etats exerçant leurs fonctions dans l'Etat de séjour sont autorisés à communiquer avec leurs autorités nationales.

2. A cette fin, les autorités de l'Etat de séjour s'attachent à répondre aux demandes des autorités des autres Etats relatives aux moyens de communication nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions, et en définissent les conditions d'usage.

Accord particulier entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux questions de sûreté concernant les trains empruntant la liaison fixe transmanche et circulant entre la Belgique et le Royaume-Uni

Le Gouvernement du Royaume de Belgique,
Le Gouvernement de la République française et
Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Considérant le Traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche signé à Cantorbéry le 12 février 1986;

Considérant l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche, ci-après dénommé l'Accord tripartite, et notamment son article 2, paragraphe 2,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

1. « Liaison fixe » désigne la liaison fixe transmanche définie à l'article premier du Traité du 12 février 1986.

2. « Trains » désigne les trains définis à l'article 1^{er}, paragraphe 3, de l'Accord tripartite.

Artikel 15

1. De ambtenaren van de andere Staten zijn gemachtigd naar hun Staat vrijelijk de bedragen over te maken die zij voor rekening van hun Regering hebben geïnd in de in de Staat van verblijf gelegen controlezone, alsmede de handelswaar en andere goederen die zij ter plaatse in beslag hebben genomen, over te brengen.

2. Zij mogen deze handelswaar of andere goederen ook in de Staat van verblijf verkopen overeenkomstig de in deze Staat van kracht zijnde bepalingen, en de opbrengst ervan naar de eigen Staat overmaken.

Artikel 16

De bevoegde autoriteiten van het Koninkrijk België en van het Verenigd Koninkrijk bepalen na onderling overleg wat zij elk nodig hebben aan lokalen, installaties en uitrusting. Indien andere partijen voor deze benodigdheden dienen te zorgen, wordt hen daarvan zo nodig mededeling gedaan door toedoen van het Tripartiete Intergouvernementele Comité.

Artikel 17

De autoriteiten van het Koninkrijk België en van het Verenigd Koninkrijk doen alles wat binnen hun bereik ligt om ervoor te zorgen dat de autoriteiten van de andere Partij in de Staat van verblijf beschikken over de lokalen, installaties en uitrusting die zij voor de uitvoering van hun opdracht nodig hebben.

Artikel 18

1. De ambtenaren van de andere Staten zijn gemachtigd de goede orde te handhaven in de lokalen waarvan hen in de Staat van verblijf het alleengebruik is toegekend.

2. De ambtenaren van de Staat van verblijf hebben geen toegang tot deze lokalen tenzij op uitnodiging van de ambtenaren van de betrokken Staat of mits inachtneming van de reglementering van de Staat van verblijf betreffende de toegang tot en het instellen van een onderzoek in privé-gebouwen.

Artikel 19

De goederen welke de ambtenaren van de andere Staten in de Staat van verblijf nodig hebben voor de uitvoering van hun opdracht, zijn vrijgesteld van alle belastingen en van alle in- en uitvoerrechten.

Artikel 20

1. De ambtenaren van de andere Staten die hun functie in de Staat van verblijf uitoefenen hebben de toelating om met hun nationale autoriteiten in verbinding te staan.

2. Daartoe beijveren de autoriteiten van de Staat van verblijf zich om elk verzoek van de autoriteiten van de andere Staten aangaande de verbindingsmiddelen die zij nodig hebben voor de uitoefening van hun functie in te willigen, en stellen zij de gebruiksvoorwaarden vast.

Bijzondere overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, inzake veiligheidsvraagstukken met betrekking tot de treinen tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding

De Regering van het Koninkrijk België,
De Regering van de Franse Republiek en
De Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland,

Gelet op het Verdrag tussen de Franse Republiek en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland betreffende de bouw en de exploitatie door privé-concessionarissen van een vaste kanaalverbinding, ondertekend te Canterbury op 12 februari 1986;

Gelet op de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, met betrekking tot het treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding, hierna te noemen de tripartiete overeenkomst, en meer bepaald het tweede lid van artikel 2,

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1

1. « Vaste verbinding » : betekent de vaste kanaalverbinding als bepaald in artikel 1 van het Verdrag van 12 februari 1986.

2. « Treinen » : betekent de treinen als bedoeld in artikel 1, derde lid, van de tripartiete overeenkomst.

3. « Comité intergouvernemental tripartite » désigne le comité institué par l'article 16 de l'Accord tripartite.

Article 2

Sans préjudice de l'application d'autres Accords internationaux, et conformément au droit applicable dans chaque Etat, les autorités responsables et les agents des trois Etats se prêtent mutuellement assistance, coopèrent et, dans toute la mesure du possible, agissent de manière concertée dans l'exercice de leurs fonctions afférentes à la sûreté des trains.

Article 3

Dans le cadre de cette concertation, les autorités responsables des trois Etats :

- a) veillent à ce que la sûreté des trains soit assurée et organisée de manière satisfaisante et que les responsabilités soient convenablement définies et exercées;
- b) facilitent l'examen des projets, plans et dispositions concernant la sûreté des trains;
- c) s'assurent que les autorités responsables échangent toutes les informations lices à la sûreté des trains.

Article 4

Le comité intergouvernemental tripartite établit les modalités complémentaires de la concertation entre les autorités responsables des trois Gouvernements.

Article 5

1. Les modalités d'application du présent Accord peuvent faire l'objet, en tant que de besoin, d'arrangements ultérieurs entre les trois Gouvernements.

2. Chaque Gouvernement peut à tout moment demander des consultations en vue de réviser les dispositions du présent Accord particulier pour l'adapter à des circonstances ou à des besoins nouveaux.

Article 6

Tous les différends concernant l'interprétation et l'application du présent Accord particulier sont réglés par négociation entre les trois Gouvernements.

Article 7

Le présent Accord particulier prend effet à la date de sa signature.

Les dispositions qui précèdent représentent l'Accord entre les trois Gouvernements concernant les questions auxquelles elles se réfèrent.

Fait à Bruxelles, le 15 décembre 1993, en trois exemplaires, en langue anglaise, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi.

Protocole concernant la mise en place d'un comité intergouvernemental tripartite

Les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Considérant la signature, ce jour, à Bruxelles, entre le Gouvernement du Royaume de Belgique, le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Accord concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni, empruntant la liaison fixe transmanche (« l'Accord »),

Sont convenus des dispositions suivantes :

1° Nonobstant le fait que l'Accord n'entrera en vigueur que le premier jour du deuxième mois qui suit le dépôt du dernier instrument de ratification ou d'approbation, les trois Gouvernements, en attendant l'entrée en vigueur de l'Accord, mettront en place un Comité intergouvernemental tripartite. A cet effet, les trois gouvernements mettront provisoirement en application les dispositions des articles 16, 17, 18 et 19 de l'Accord.

2° Le présent Protocole entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Bruxelles, le 15 décembre 1993, en trois exemplaires, en langue anglaise, française et néerlandaise, les trois textes faisant également foi.

3. « Tripartiet Intergouvernementeel Comité » : betekent het comité ingesteld overeenkomstig artikel 16 van de tripartiete overeenkomst.

Artikel 2

Onverminderd de toepassing van andere internationale overeenkomsten en overeenkomstig het in elke Staat toepasselijke recht verlenen de verantwoordelijke autoriteiten en de ambtenaren van de drie Staten elkaar wederzijdse hulp, werken zij samen en handelen Zij voor zover mogelijk gezamenlijk in de uitoefening van hun functies die verband houden met de veiligheid van de treinen.

Artikel 3

In het kader van bedoeld overleg zorgen de verantwoordelijke autoriteiten van de drie Staten ervoor :

- a) dat de veiligheid van de treinen op afdoende wijze is gewaarborgd en georganiseerd en dat de verantwoordelijkheden behoorlijk worden afgebakend en gedragen;
- b) dat het onderzoek van de ontwerpen, plannen en voorschriften inzake de veiligheid van de treinen wordt vergemakkelijkt;
- c) dat de verantwoordelijke autoriteiten alle gegevens met betrekking tot de veiligheid van de treinen uitwisselen.

Artikel 4

Het Tripartiete Intergouvernementeel Comité stelt aanvullende regelingen op voor het overleg tussen de verantwoordelijke autoriteiten van de drie Regeringen.

Artikel 5

1. De toepassingsvoorwaarden van deze Overeenkomst kunnen zo nodig worden neergelegd in latere akkoorden tussen de drie Regeringen.

2. Elke Regering kan te allen tijde een aanvraag tot overleg indienen met het oog op de herziening van de bepalingen van deze Bijzondere Overeenkomst ten einde deze aan nieuwe omstandigheden of behoeften aan te passen.

Artikel 6

Geschillen met betrekking tot de uitlegging en de toepassing van deze Bijzondere Overeenkomst worden beslecht door middel van overleg tussen de drie Regeringen.

Artikel 7

Deze Bijzondere Overeenkomst wordt van kracht op de dag van ondertekening.

De bovenstaande bepalingen vormen de overeenkomst tussen de drie Regeringen betreffende de vraagstukken waarop ze betrekking hebben.

Gedaan te Brussel, op 15 december 1993, in drie exemplaren, in de Nederlandse, de Franse en de Engelse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

Protocol inzake de oprichting van een tripartiet intergouvernementeel comité

De Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland :

Gelet op de ondertekening op heden, te Brussel, door de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Franse Republiek en de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, van de Overeenkomst met betrekking tot het treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding (« de Overeenkomst »),

Zijn het volgende overeengekomen :

1° Ofschoon de Overeenkomst niet eerder dan de eerste dag van de tweede maand volgend op de nederlegging van de laatste akte van bekrachtiging of akte van goedkeuring in werking zal treden, richten de drie Regeringen, in afwachting van de inwerkingtreding van de Overeenkomst, een Tripartiet Intergouvernementeel Comité op. Daartoe passen de drie Regeringen het bepaalde in de artikelen 16, 17, 18 en 19 van de Overeenkomst voorlopig toe.

2° Dit Protocol treedt in werking op de dag van ondertekening.

Gedaan te Brussel, op 15 december 1993, in drie exemplaren, in de Nederlandse, de Franse en de Engelse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

Déclaration du Gouvernement du Royaume de Belgique

A l'occasion de la signature :

— de l'Accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Royaume de Belgique, concernant la circulation des trains entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche (« l'Accord »);

— du Protocole concernant la circulation des trains sans arrêt entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche (« le Protocole »);

— de l'Accord Particulier entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française relatif aux questions de sûreté concernant les trains empruntant la liaison fixe transmanche et circulant entre la Belgique et le Royaume-Uni (« Accord particulier ») et

— du Protocole concernant la mise en vigueur du Comité Intergouvernemental Tripartite.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique se réserve de faire usage de l'article 25 de l'Accord et de demander la réunion d'une conférence diplomatique des trois Parties contractantes dans l'hypothèse où l'une des trois Parties modifierait son attitude quant à sa participation ou non-participation aux Accords de Schengen.

Cette conférence diplomatique aurait pour but d'évaluer les dispositions des actes diplomatiques signés ce jour au regard de la situation nouvelle créée dans les relations entre les trois Parties contractantes.

Dans la situation actuelle, le Gouvernement du Royaume de Belgique considérera, pour les trains circulant sans arrêt entre le Royaume-Uni et la Belgique, la gare terminale de Bruxelles comme un point d'entrée et de sortie du territoire du groupe des pays de Schengen où seront appliquées les mesures frontalières de contrôle prévues par les accords d'application de Schengen.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique souhaite, en outre, souligner que la signature des présents Accords ne préjuge pas de l'interprétation qu'il accorde à l'article 7A du Traité sur l'Union Européenne.

Conformément à l'article 28 de l'accord, celui-ci, ainsi que le protocole concernant la liaison des trains sans arrêt entre la Belgique et le Royaume-Uni empruntant la liaison fixe transmanche sont entrés en vigueur le 1^{er} décembre 1997.

L'accord particulier et le protocole concernant la mise en place d'un comité intergouvernemental tripartite sont eux entrés en vigueur le 15 décembre 1993.

Verklaring van de Regering van het Koninkrijk België

Ter gelegenheid van de ondertekening van :

— de Overeenkomst tussen de Regering van de Franse Republiek, de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland en de Regering van het Koninkrijk België, met betrekking tot het treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding (« de Overeenkomst »),

— het Protocol inzake het doorgaand treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding (« het Protocol »),

— de Bijzondere Overeenkomst tussen de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Franse Republiek inzake veiligheidsvraagstukken met betrekking tot de treinen tussen België en het Verenigd Koninkrijk via de vaste kanaalverbinding (« Bijzondere overeenkomst ») en van

— het Protocol inzake de oprichting van een Tripartiet Intergouvernementeel Comité,

behoudt de Regering van het Koninkrijk België zich het recht voor gebruik te maken van artikel 25 van de Overeenkomst en de bijeenroeping van een diplomatieke conferentie te vragen van de drie Verdragsluitende Partijen in de hypothese dat één van de drie Partijen haar houding zou wijzigen omtrent het al dan niet deelnemen aan de Akkoorden van Schengen.

Deze diplomatieke conferentie zou tot doel hebben een evaluatie te maken van de bepalingen van de diplomatieke akten die heden ondertekend worden ten opzichte van de nieuwe toestand die er in de verhoudingen tussen de drie Verdragsluitende Partijen tot stand zou gekomen zijn.

In de huidige toestand beschouwt de Regering van het Koninkrijk België voor de doorgaande treinen tussen het Verenigd Koninkrijk en België het eindstation van Brussel als in- en uitgangspunt van het territorium van de groep van Schengenlanden alwaar de door de toepassingsakkoorden van Schengen voorgeschreven grensgebonden controlemaatregelen worden toegepast.

De Regering van het Koninkrijk België wenst bovendien de aandacht te vestigen op het feit dat de ondertekening van de voorliggende Overeenkomsten geen afbreuk doet aan haar interpretatie van artikel 7A van het Verdrag betreffende de Europese Unie.

Overeenkomstig het artikel 28 van het akkoord, is dit, evenals het protocol betreffende het treinverkeer tussen België en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië in werking getreden op 1 december 1997.

De bijzondere overeenkomst en het Protocol inzake de oprichting van een tripartiet intergouvernementeel comité zijn op 15 december 1993 in werking getreden.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 789

[C - 99/12128]

9 MARS 1999. — Arrêté royal modifiant l'article 46 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994, l'arrêté royal du 14 novembre 1996 et les lois des 13 mars 1997 et 13 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 46, § 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 1996;

Vu les avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 janvier 1998;

Vu l'urgence motivée par le fait que les textes en vigueur, en ce qui concerne le régime du cumul des allocations de chômage avec des avantages du chef de la fin du contrat de travail, doivent être adaptés à la réalité socio-économique; que par conséquent les dispositions

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 789

[C - 99/12128]

9 MAART 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 46 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994, het koninklijk besluit van 14 november 1996 en de wetten van 13 maart 1997 en 13 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, inzonderheid op artikel 46, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 1996;

Gelet op de adviezen van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 januari 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de bestaande teksten in verband met de cumuleerbaarheid van werkloosheidsuitkeringen met voordelen toegekend bij de beëindiging van de arbeidsovereenkomst dienen aangepast te worden aan de